



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Niveau de classification

MC	MCS	MS	NP	CAC
			X	

Identifiant

2	0	2	5	M	2	5	H	0	0	0	0	8		0	0	0	0
Année				Numéro interne du contrat										n° Avt		AS	

PROCEDURE :

Procédure adaptée selon les dispositions des articles L2323-1, R2323-1.1° et R2323-4 du code de la commande publique (CCP).

Date de début de la procédure : 12/08/2025

Objet du marché : Expertise, approvisionnement et installation de câblages et fibres optiques à bords du dock flottant de Papeete

Code type achat CPV : 50600000-1

Montant du marché :	XPF HT soit	XPF TTC
Date de notification :		

Service contractant :

Antenne du Service de soutien de la flotte en Polynésie française
BP 9880 – 98716 PIRAE CMP
N° RIDET : / – Code APE : /
N° de SIRET : 130 016 892 00015

Service liquidateur :

DSSF BREST - Sous-Direction Finances Contrats - Département service exécutant - CC45
29 240 BREST CEDEX 9

Informations comptables :

N° OPERATION: /

Centre financier : 0178-0021-MM03

PCE : 6115320000

Domaine d'activité : 0756

Groupe de marchandises : 42.02.02

Centre de coûts : D2126H0991

EOTP : D-A403

N°EJ:

Service exécutant : D2225XC029

Domaine fonctionnel : 0178-03-07

Organisation achats : C701

Code produit : 9104

Groupe d'acheteur : /

SOMMAIRE

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE	5
1.1. Acte d'engagement et CCAP	5
1.2. STB	5
1.3. CAC ARMEMENT.....	5
2. OBJET - MONTANT – Prix.....	5
2.1. Objet du marché	5
2.2. Forme du marché	5
2.3. Prestations - Prix - Montants.....	5
3. CARACTERE DES PRIX.....	65
3.1. Contenu des prix.....	6 5
3.2. Date d'établissement des prix.....	6
3.3. Type de prix.....	6
3.4. Forme des prix	6
4. Conditions de paiement	6
4.1. Généralités.....	6
4.2. Avance.....	6
4.3. Acompte	6
4.4. Solde.....	6
4.5. Délai de paiement.....	7
4.6. Demandes de paiement.....	7
5. DELAIS – LIVRAISONS	7
5.1. Contenu des délais.....	7
5.2. Définition des délais et durée de validité du marché	7
5.3. Pénalités pour retard.....	8
6. CONDITIONS D'EXECUTION	9
6.1. Responsabilité du titulaire	9
6.2. Clauses techniques particulières.....	10
6.3. normes.....	10
6.4. lieux d'exécution	10
6.5. accès du personnel et contrôle.....	10
6.6. horaires de travail de l'établissement	11
6.7. Assurance qualité des fournitures.....	11
6.8. Opération de vérifications.....	11
6.9. Prononcé de la décision de réception à l'issue des opérations de vérifications.....	12
6.10. Date d'effet de la réception	12
6.11. PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
7. GARANTIE	12
8. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET.....	12
9. sous-TRAITANTS	12
10. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	13

10.1.	Personnes habilitées.....	13
10.2.	Dispositions applicables en cas de travaux effectués dans un organisme des armées	13
10.3.	Résiliation	14
10.4.	Infractions à la législation fiscale.....	14
10.5.	Respect du droit du travail.....	14
10.6.	Nantissement.....	15 14
10.7.	Assurances	15
10.8.	Tribunaux compétents	15
11.	SERVICE LIQUIDATEUR, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE	15
12.	DEROGATIONS.....	16

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE

Le présent marché est régi par les documents contractuels ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

1.1. ACTE D'ENGAGEMENT ET CCAP

Le présent marché est régi par l'acte d'engagement (AE), et le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2. STB

Le cahier de spécification technique de besoin (S.T.B) N°19-2025 DOCK contenant les exigences techniques de l'autorité signataire du marché.

1.3. CAC ARMEMENT

Le présent marché est soumis aux dispositions du cahier des Clauses Administratives Communes « Armement » (CAC Armement, version 3 du 14 janvier 2022).

Les éventuelles dérogations au CAC Armement sont mentionnées aux articles concernés du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CAC Armement s'appliquent.

2. OBJET - MONTANT – PRIX

2.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'expertise, l'approvisionnement et l'installation des câbles et fibres optiques à bord du dock flottant de Papeete.

2.2. FORME DU MARCHE.

Le présent marché est un marché ordinaire passé sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles R2323-1 et 2323-4.

2.3. PRESTATIONS - PRIX - MONTANTS

2.3.1. Désignation des prestations

Le titulaire s'engage à livrer les prestations définies dans le STB ainsi que les livrables associés, aux condition de prix et de délais mentionnées à l'acte d'engagement.

- **Le poste 1** concerne la prestation relative à l'étude d'installation des câbles électriques et fibres optiques.
- **Le poste 2** concerne les prestations relatives à l'installation des câbles électriques, des fibres optiques et essais de bon fonctionnement.

2.3.2. Montants du marché.

Les montants du marché sont définis à l'acte d'engagement.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1. CONTENU DES PRIX

Les prix des prestations définies dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à l'entière exécution des obligations contractuelles du titulaire conformément à l'article 10.1 du CAC armement et aux exigences du STB.

Les prix du poste 2 comprend la main d'œuvre et l'ensemble des fournitures et matériels nécessaires à la réalisation des prestations. La liste exhaustive des matières est annexée à la STB (annexe 1)

3.2. DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix initiaux du présent marché sont établis à la date dite "date d'établissement des prix", soit la date de remise de l'offre et soit mise à jour au fil des négociations. Si les prix sont conformes à la prestation attendue il ne sera pas nécessaire d'entamer une négociation.

3.3. TYPE DE PRIX

Les prix du poste 1 et 2 sont forfaitaires.

3.4. FORME DES PRIX

Les prix du poste 1 et 2 sont fermes.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. GENERALITES

Les paiements dus au titulaire au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

4.1.1. Régime de taxes et TVA

Les prestations réalisées et fournies au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée aux taux en vigueur lors du fait générateur d'exigibilité de la TVA.

L'acquittement des taxes de la Polynésie française est du ressort du titulaire.

4.2. AVANCE

Sans objet.

4.3. ACOMPTE

Sans objet.

4.4. SOLDE

4.4.1. Définition des lots de livraison et lots de liquidation

Les postes 1 et 2 constituent chacun un lot de livraison et de liquidation financière.

A l'issue du délai contractuel du poste, le titulaire n'est autorisé à présenter de demande de paiement pour solde qu'à la livraison complète des livrables spécifiés au §5 du STB.

4.4.2. Liquidation financière

Pour le paiement du poste 1 et du poste 2, le titulaire transmettra une lettre de présentation aux opérations de vérification (LPOV) à l'autorité signataire du marché ou son délégataire.

Le paiement est effectué après réception et signature de la décision de réception (faisant l'objet d'un accusé de réception).

4.5. DELAI DE PAIEMENT

4.5.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. En cas de dépassement de ce délai de paiement, l'autorité signataire du marché ou son délégataire verse au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles R2392-10 à R2392-12-1 relatifs aux délais de paiement du CCP.

4.6. DEMANDES DE PAIEMENT

La demande de paiement (facture) comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- l'adresse du créancier, raison sociale, forme juridique, SIRET ou RIDET, numéro Tahiti
- le nom de l'organisme destinataire : Service de Soutien de la Flotte,
- les références, désignations des articles ou prestations, prix unitaires et des quantités livrées, telles que figurant sur le bon de livraison ; les références, désignations et prix unitaires ou forfaitaires doivent être conformes à ceux du marché,
- la référence du marché,
- le N° d'engagement juridique indiqué sur la lettre de notification du marché,
- le montant hors taxe et toutes taxes comprises de la demande de paiement.
- le numéro du service exécutant : « D2225XC029 ».
- Toute facture doit détailler le montant et le taux de la TVA. La demande de paiement est communiquée au service selon les modalités du § 11.

5. DELAIS – LIVRAISONS

5.1. CONTENU DES DELAIS

Les délais prévus au marché, s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

Les délais indiqués dans l'acte d'engagement sont réputés tenir compte des délais d'approvisionnement des fournitures et des pièces à la charge du titulaire.

5.2. DEFINITION DES DELAIS ET DUREE DE VALIDITE DU MARCHE

5.2.1. Date de début d'exécution

L'exécution des travaux devra se faire pendant l'arrêt technique prévue du 19/01/2025 au 13/03/2025.

Un ordre de service précisera le début des travaux souhaité.

5.2.2. Délai d'exécution

En cas de dépassement des délais d'exécution imputables à l'Etat ou sur demande du titulaire, la date de fin d'exécution peut être reportée.

Ce report est formalisé par un ordre de service.

5.2.3. Documents

Les documents à fournir par le titulaire au titre du marché sont listés à l'article § 5 de la S.T.B.

L'ensemble de ces documents, rédigés en français, sont obligatoirement transmis par le titulaire:

- A l'adresse postale :

Antenne du service de soutien de la flotte en Polynésie française
ZRN FARE UTE
BP 9880 – 98716 PIRAE

- Ou à l'adresse fonctionnelle :

ssf-polynesie.ach.fct@intradef.gouv.fr

La lettre de transmission de ces documents qui conditionnent l'ouverture des droits à paiement mentionnera en objet, la mention "pièces justificatives de paiement" et le numéro du marché.

5.3. PENALITES POUR RETARD

5.3.1. Liminaire

Pour les pénalités dites « de retard » (cf. § 5.4.2), les pénalités sont des indemnités. Elles ne viennent pas en diminution de la base d'imposition de la TVA due par le titulaire. Le montant des pénalités « de retard » est déduit du montant TTC du poste ou sous-poste considéré.

Un décompte spécifique des pénalités de retard est fourni par le service au titulaire.

Pour les pénalités dites « techniques » (cf. §5.4.3), les pénalités sont considérées comme une non-atteinte des performances demandées, elles viennent en diminution de la base d'imposition de la TVA due par le titulaire. Le montant des pénalités « techniques » est déduit du montant HT du poste ou de la tranche considérée.

Le procès-verbal de constatation du lot de livraison ou de liquidation concerné tient lieu de décompte des pénalités techniques.

Sauf mention expresse précisée dans l'article, toutes les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

5.3.2. Pénalités pour retard

5.3.2.1. Pénalités pour retard sur la réalisation de prestations des travaux des postes.

Si les délais définis sont dépassés, des pénalités sont calculées par dérogation aux dispositions de l'article 27 du CAC armement, par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité en XPF HT ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale au prix de règlement HT de la partie des prestations en retard ou exceptionnellement de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

5.3.2.2. Pénalités relatives aux livrables prévus dans le STB

En cas de retard dans la fourniture des livrables prévus dans le STB, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 5 000 XPF HT par jour de retard pour l'ensemble des livrables (§5 du STB).

5.3.2.3. Exonérations

Le titulaire est exonéré des pénalités lorsque le montant cumulé sur la durée du marché ne dépasse pas 120 000 XPF. L'autorité signataire du marché ou son délégataire peut décider, après demande de remise gracieuse du titulaire sous un délai de deux mois à compter de la notification du décompte des pénalités, l'exonération totale ou partielle des pénalités.

5.3.3. Pénalités techniques.

5.3.3.1. Pénalités relatives aux infractions SST

Le titulaire s'engage à respecter l'exécution des plans de prévention des risques relatifs à la SST. Dès lors qu'il n'a pas satisfait à ses obligations dans un délai de 12 heures à compter de la réception de l'ordre de service correspondant, le titulaire est considéré en faute.

Tout arrêt ou suspension de travaux pour infraction ou non-respect du plan de prévention cité dans le STB, déclaré au tort du titulaire ne peut donner lieu à un report de délais ou l'exonération de pénalités pour retard.

CODE	NATURE DE L'INFRACTION	PENALITE
H1	Faute caractérisée <u>non susceptible</u> d'entraîner des accidents graves pour le personnel ou le matériel	30 000 XPF par jour et par infraction
H2	Faute caractérisée <u>susceptible</u> d'entraîner des accidents graves pour le personnel ou le matériel	60 000 XPF par jour et par infraction

5.3.3.2. Pénalités relatives au non-respect des règles de protection de l'environnement

Si le titulaire n'évacue pas les déchets produits par ses prestations ou génère une pollution grave de l'environnement, il encourt une pénalité de 100 000 XPF par jour et par infraction constatée après mise en demeure restée sans effet.

5.3.3.3. Responsabilité du titulaire en cas de pénalité

Les pénalités appliquées au titre du présent marché ne sont pas exclusives des éventuelles sanctions pénales à l'encontre du titulaire qui peuvent découler de l'inobservation d'une règle impérative imposée par la Loi ou les règlements.

6. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent marché.

Il doit :

- obtenir le résultat demandé (conformément à la CTB cité à l'article 1.2 du présent marché) avec les moyens qu'il a choisi,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité et lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et d'en apporter la preuve.

Le titulaire reste responsable de sa sous-traitance, en particulier, de la qualité des prestations sous-traitées et de leurs délais contractuels.

6.2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les fournitures doivent satisfaire aux exigences du cahier de spécification technique de besoin (STP), mentionné à l'article 1.2 du présent marché.

Le titulaire s'engage à ce que les différentes fournitures livrées, soient conformes à leurs caractéristiques initiales, connues et référencées par l'antenne SSF PF, et garantissant leur parfaite adéquation fonctionnelle et dimensionnelle.

Tout article subissant une modification technique et/ou une évolution de référence ne peut être livré sans autorisation du service technique de l'antenne SSF PF, et doit donner lieu à une demande écrite, en précisant :

- la nature de la modification (modification technique ou simple recodification),
- les caractéristiques générales et la documentation technique nécessaire à la validation du nouveau produit,
- la parfaite interchangeabilité du nouveau produit ou le cas échéant les modifications ou adaptations à effectuer sur l'ensemble ou le sous-ensemble destinataire,
- l'incidence financière.

6.3. NORMES

Les fournitures doivent satisfaire aux exigences des normes – parties, chapitres ou paragraphes de normes référencées dans le STB en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire, ou à tout autre référence accessible à la personne publique dont le titulaire doit démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire du marché ou de son délégataire pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaissent au cours de l'exécution du marché, à la place de celles citées au marché,
- des normes d'indice autre que celui cité au marché et qui présentent un intérêt vis à vis des dispositions contractuelles.

Toute évolution de norme, susceptible d'avoir des impacts sur techniques financiers et calendaires fait l'objet d'un avenant.

6.4. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées conformément au STB :

- à bord du dock flottant en Zone de réparation navale (ZRN).

6.5. ACCES DU PERSONNEL ET CONTROLE

Les demandes de laissez-passer faisant référence au présent marché devront être adressées par le titulaire au secrétariat du SSF PF accompagnées de :

- la liste du personnel et une pièce d'identité (formulaire CPR à renseigner)

- la copie du permis de conduire du chauffeur
- la carte grise et de l'assurance du véhicule (ou du contrat de location dans le cas d'une location de véhicule).
- Ces documents seront déposés au BAGF ou transmis par courriel le plus tôt possible après notification du marché et au minimum 3 semaines avant le début des travaux en raison des contrôles élémentaires effectués en métropole.

Les règles à suivre pour assurer le contrôle du personnel du titulaire aux issues et sur le site sont définies par un règlement que le titulaire pourra se procurer en s'adressant au Service Courant de la Base Navale de Papeete.

Le titulaire s'engage par ailleurs à n'employer que du personnel travaillant pour son propre compte à l'exclusion du personnel des sous-traitants éventuels.

6.6. HORAIRES DE TRAVAIL DE L'ETABLISSEMENT

L'horaire normal de travail est :

Lundi, Mardi et Jeudi: 6H30 - 12H00 et 13H00 -16H10

Mercredi et vendredi : 6H30 - 12H30

En dehors de ces horaires, des bons de travail hors cloche sont à produire.

6.7. ASSURANCE QUALITE DES FOURNITURES

L'assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. § 6.7.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.7.1. Autorité responsable de l'AQF

Dans le présent marché, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à la réception est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

L'autorité responsable de l'AQF est le directeur de l'antenne du service de soutien de la flotte en Polynésie française.

6.7.2. Consistance de l'AQF :

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.7.3. Exercice de l'AQF

Les dispositions générales relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans l'article 20 du CAC armement.

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le STB.

6.8. OPERATION DE VERIFICATIONS

A l'issue de l'exécution des travaux le titulaire transmet une lettre de présentation aux opérations de vérification intermédiaire. Un procès-verbal de constatation de droit à acompte sera alors établi par le client.

Les opérations de vérifications sont de la responsabilité de l'autorité signataire du marché ou de son délégataire.

Une décision de réception sera alors établie par le client pour paiement du solde.

L'autorité chargée de procéder aux opérations de vérifications, est par délégation de l'autorité signataire du marché, l'IRB de l'antenne SSF PF en charge du dock flottant.

6.9. PRONONCE DE LA DECISION DE RECEPTION A L'ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 29.1 du CAC armement, l'autorité signataire du marché n'est pas tenue de convoquer le titulaire pour les opérations de vérification.

Conformément aux dispositions de l'article 30.1.2 du CAC armement, l'autorité signataire du marché ou son délégataire chargé de prononcer la décision dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de présentation aux opérations de vérifications, pour notifier sa décision.

6.10. DATE D'EFFET DE LA RECEPTION

La date d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception, à défaut, la date d'effet de la réception est la date de notification de la décision.

La date d'effet de la réception ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision de réception.

6.11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

La documentation du projet et les documents élaborés au titre des prestations d'études (format papier et électronique), sont destinés à servir à la bonne exécution du présent marché.

Le Ministère des armées peut, conformément aux conditions du marché, utiliser, communiquer à des exécutants et/ou reproduire les documents et les informations issus du présent marché sans autorisation préalable du titulaire pour satisfaire ses besoins propres, ceux des tiers désignés dans le marché et des entreprises dans le cadre de consultations futures.

La mention du type « reproduction interdite sans l'accord de l'émetteur » ne doit pas figurer sur les documents livrables cités dans le STB et sans cartouche de la société

7. GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 34.2.1 du CAC armement, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Les dossiers de recours à la garantie sont adressés au service du titulaire désigné ci-après :

Nom du service :

Adresse :

Téléphone :

8. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'article 6 du CAC armement, applicable au présent marché. Le marché est classé non protégé.

9. SOUS-TRAITANTS

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'autorité signataire du marché et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A cet effet le titulaire se conforme aux dispositions de l'article R2393 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire s'engage à répercuter les clauses du présent marché sur ses sous-traitants de manière proportionnée avec le marché et à fournir, sur demande du SSF et conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, tout contrat de sous-traitance et leur avenant éventuel.

Les sous-traitants ne sont payés directement que si le montant de leur contrat de sous-traitance est égal ou supérieur :

1°) A 10 % du montant total du marché public lorsque le sous-traitant est une petite ou une moyenne entreprise ou un artisan;

2°) A 50 % du montant total du marché public lorsque le sous-traitant est lié au titulaire ;

3°) A 20 % du montant total du marché public dans les autres cas.

L'acceptation des sous-traitants (et l'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants à paiement direct) s'effectue suivant le formulaire DC4.

10. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

10.1. PERSONNES HABILITEES

10.1.1. *Prolongation de délai, pénalités*

Les demandes de prolongation de délai, de sursis de livraison et d'exonération de pénalités sont à transmettre, par le titulaire, avant la date de fin de travaux de départ, au bureau affaires générales – finances (BAGF) de l'antenne SSF PF, par courrier en accusé réception postal à l'adresse figurant en première page du présent marché ou à déposer contre récépissé à ce même service, ou par courriel aux adresses :

- ssf-polynesie.ach.fct@intradef.gouv.fr
- katia.ly-kou-sing@intradef.gouv.fr,
- Peggy.tauira@intradef.gouv.fr.

SOUS PEINE DE REJET DE LA DEMANDE.

La directrice de l'antenne du SSF PF signe les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais, de sursis de livraison ainsi que celles concernant les exonérations de pénalités.

10.1.2. *Autres domaines*

Les délégataires de l'autorité signataire du marché sont désignés dans l'instruction et la décision de délégation de signature en vigueur au moment de la signature de l'acte concerné.

10.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TRAVAUX EFFECTUES DANS UN ORGANISME DES ARMEES

Le titulaire est tenu de veiller à ce que toutes les précautions de sécurité soient prises. Il est responsable à tous les égards, des agissements de son personnel.

Sous réserve que les dispositions spécifiques évoquées dans les instructions ci-après lui aient été communiquées, le titulaire déclare avoir pris connaissance de :

- l'instruction n° 1217/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 09/04/2015 fixant les conditions liées à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail du personnel des entreprises travaillant dans les établissements du ministère de la défense. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer l'autorité administrative du site ;

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme de ministère de la défense et son guide d'application du 05 novembre 2021 pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer l'autorité administrative du site.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations objet du marché par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation nécessaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

10.3. RESILIATION

10.3.1. Résiliation partielle

Le marché peut faire l'objet d'une résiliation partielle, dans les conditions prévues aux articles 35 et 36 du CAC armement.

10.3.2. Résiliation pour faute du titulaire

- ✓ En cas d'inexactitude des documents et renseignements prévus à l'article R.2343-3 du décret 2018-1075 ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'autorité signataire du marché, peut résilier après mise en demeure préalable, le marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées par l'article 37 du CAC armement.
- ✓ En cas de non acquittement des obligations au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Les dispositions de l'article L8222-6 du code du travail s'appliquent.
- ✓ En cas de manquement à l'application des articles L.1333-1, L1333-2 et R1333-1 du code de la santé publique, de la réglementation afférente au transport des matières dangereuses ou des dispositions du code du travail relatif à la protection des personnes contre les rayonnements ionisants, le marché peut être résilié de plein droit par l'autorité signataire du marché.
- ✓ En application de l'article 37 du CAC armement, l'autorité signataire du marché a le droit de résilier totalement ou partiellement le marché aux frais et risques du titulaire suivant l'article 38 du CAC armement.

10.4. INFRACTIONS A LA LEGISLATION FISCALE

Sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, le titulaire et ses sous-traitants à paiement direct affirment :

- qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions mentionnées aux art L2141-1 à L2141-5 du CCP,
- qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du ministère des armées.

Le titulaire, qui n'est pas établi en France, atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation fiscale en vigueur dans les pays où il est établi.

10.5. RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL

Le titulaire atteste sur l'honneur :

- que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4, L1221-10, L1221-13 et L1221-15, du code du travail,
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L8222-1, L8221-3 et L8221-5 du code du travail réprimant le travail dissimulé.

Le titulaire, qui n'est pas établi en France, déclare sur l'honneur qu'il est en règle avec le code du travail en vigueur dans le pays dans lequel il est établi.

10.6. NANTISSEMENT

Conformément à l'article R2391-28 du CCP, il est délivré au titulaire une copie de l'original du marché ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

10.7. ASSURANCES

11.7.1 DOMMAGES AUX TIERS ET AUX BIENS

Le titulaire s'engage à souscrire auprès des compagnies d'assurance de son choix, pour toute la durée de validité du marché, une ou plusieurs polices d'assurance « responsabilité civile » et « dommages » pour couvrir tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, causés ou subis par les biens mis à sa disposition de son fait, du fait de ses préposés ou de ses sous-traitants ou du fait des biens dont il a la garde, ainsi que toutes les atteintes accidentelles ou non causées à l'environnement.

Le plafonnement de ces polices d'assurance pour la totalité de la couverture décrite ci-dessus est fixé au minimum par sinistre et par an à 300 000 euros TTC. Ce plafond s'entend comme une limite de responsabilité. Si du fait du plafonnement de la police d'assurance, le montant des indemnités perçues n'était pas suffisant pour faire face à l'ensemble des dommages occasionnés, les Parties conviendront des conditions de la poursuite du marché. En l'absence d'accord, le marché peut être résilié dans les conditions de l'article 37 du CAC armement.

11.7.2 ATTESTATION D'ASSURANCE

Si non fournie en phase de remise d'offre, le titulaire s'engage à communiquer à l'antenne SSF de PF, les attestations d'assurance correspondantes avant tout commencement d'exécution.

10.8. TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours :

Nom officiel	:	Grefe du tribunal administratif de Papeete
Adresse postale	:	BP 4522
Code postal	:	98713 Papeete
Pays	:	Tahiti – Polynésie française
Téléphone	:	00 689 40 50 90 25
Télécopie	:	00 689 40 45 17 24

11. SERVICE LIQUIDATEUR, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter les montants des paiements, est précisé en première page du présent marché.

Les demandes de paiements sont adressées en version dématérialisée (conformément aux dispositions du CCP, modifié par décret n° 2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique).

Le titulaire du marché envoie ses demandes de paiement en version dématérialisée via le portail chorus pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La documentation est disponible sur le site communauté chorus pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>).

L'ordonnateur secondaire est monsieur le directeur de la direction du service de soutien de la flotte de Brest (DSSF).

Le sous-directeur finances-contrats du DSSF Brest est chargé de fournir au titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R2391-28 du CCP, les documents prévus par l'article R2391-28 du CCP (état sommaire des prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

L'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement
11, rue du Rempart
Le Vendôme III
93196-NOISY LE GRAND
Tél. : 01.48.15.91.00

12. DEROGATIONS

L'article 5.3.2.1 déroge à l'article 27 du CAC armement « pénalités de retard ».

L'article 6.9 déroge à l'article 29.1 du CAC armement « réception »,

L'article 7 déroge à l'article 34.2.1 du CAC armement « garantie »,

ETABLI EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL

LE TITULAIRE*

AUTORITE SIGNATAIRE DU MARCHE
(Arrêté du 22 juin 2007)

A Papeete, le

L'ingénieure en chef des ETA de 2^{ème} classe Delphine RALLO
Directrice de l'antenne du service de soutien de la flotte en Polynésie française

** : dater, signer, préciser les nom, prénom, qualité du signataire et, apposer le cachet de la société*